

Mercredi 12 janvier 2011

Monsieur le secrétaire général, je vous remercie pour le bilan que vous venez de tracer ; ce regard transversal témoigne de tout le travail de coordination que vous menez au quotidien.

Mesdames, Messieurs les directeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis de vous voir tous réunis ici en ce début d'année 2011, j'attache une importance toute particulière à ce moment : j'adresse à chacun de vous mes vœux de réussite, de bonheurs personnels ainsi qu'à toutes celles et ceux qui vous sont chers. Je veux exprimer aussi toute ma compassion à celles et ceux qui sont dans la peine ou confrontés à des difficultés.

Je n'ai pris mes fonctions que depuis quelques semaines, et d'ores et déjà j'apprécie votre dévouement, votre pleine implication et celles de vos collaborateurs pour mener à bien vos missions. Comme vous le notiez Monsieur le secrétaire général, j'ai rencontré déjà certains d'entre vous sur les différents sites, centraux et déconcentrés, du ministère : je veux dire toute l'importance de poursuivre ces échanges réguliers, ils sont essentiels pour appréhender les réalisations, comprendre les difficultés et entendre vos propositions. Votre expertise, votre connaissance du terrain sont une ressource précieuse, elles viendront enrichir notre réflexion.

Depuis mon arrivée dans cette belle et grande maison, je constate chaque jour la somme du travail accompli par les directions et services et, point crucial, la qualité des réalisations.

Je veux rendre hommage à votre sens de l'intérêt général et à votre esprit d'initiative pour imaginer les réponses qui profitent à la Justice et à nos concitoyens. Nous devons poursuivre dans cette voie de l'excellence, car vous le savez la demande à l'égard de la justice est forte. J'attends que nous accentuions nos efforts, car l'année 2011 ne manquera pas de défis ; 2010 a vu la concrétisation de nombreux projets, mais ayons bien conscience que les chantiers à venir sont tout aussi considérables.

Maintenez votre implication quotidienne pour les relever et soyez assurés de mon soutien, de mon écoute et de mon engagement pour dépasser ensemble les difficultés qui se présenteront à nous. L'esprit de cohésion, votre dynamisme sont un moteur puissant dans cette entreprise.

I. Au service de la justice, nous avons une **responsabilité** à l'égard de nos concitoyens, pour leur rendre l'institution judiciaire plus **accessible** et garantir aussi son **efficacité**.

Les réformes que nous avons portées et celles que nous porterons encore cette année marquent un réel progrès pour nos règles de droit, qui sont plus claires, plus en phase avec les réalités socio-économiques ; pour l'institution judiciaire, dont l'organisation et le fonctionnement sont clarifiés, modernisés aussi ; pour la répartition du contentieux, plus lisible à nos concitoyens. Je ne pourrai les citer tous, tant les aboutissements sont nombreux en 2010.

L'organisation judiciaire est entrée dans sa nouvelle configuration : nous sommes ainsi passés au 1^{er} janvier 2011 à la nouvelle **carte judiciaire**. Cette réforme était nécessaire, elle sera à terme pleinement bénéfique au justiciable mais elle ne s'est pas faite sans mal, j'en ai pleinement conscience, et ses conséquences humaines ont été réelles. Mais je sais tous les efforts qui ont été déployés par le ministère, par les juridictions et les acteurs locaux pour mener la réforme et régler au plus près les situations des personnels : c'est le prix à payer pour conduire le changement et soyons certains que ce prix, aussi élevé soit il, n'atteindra jamais celui que nous aurions à payer un jour si nous ne réformions pas le système.

Nous devons anticiper et accompagner ces changements, alors que nous entrons de plain-pied dans la modernité. Les **nouvelles technologies** accélèrent et fluidifient l'échange d'informations ; mais nous devons trouver des solutions techniques adaptées, qui nous permettent de travailler avec nos partenaires. Nous avançons rapidement dans la voie de la dématérialisation et, comme je m'y étais engagé, l'ensemble des cours d'appel aura été formé aux nouveaux outils d'ici le début du mois prochain.

L'efficacité de la justice est une exigence majeure, elle suppose d'**améliorer les délais** et la qualité du service rendu au justiciable. Avec le développement des modes alternatifs de règlements des conflits, nous favorisons l'accord des parties ;

certaines conflits peuvent en effet être réglés en amont sans qu'il soit besoin de recourir au juge. Des textes novateurs ont d'ailleurs été adoptés ces dernières semaines pour réformer la conciliation et la médiation et créer une nouvelle procédure participative ; un décret réformant la procédure d'arbitrage sera très prochainement publié.

La qualité du travail des directions et services a permis de faire aboutir cette année des **textes emblématiques**, dont certains ont été adoptés avant même ma prise de fonction. Nous faisons la preuve à chaque instant de notre capacité d'innovation pour **faire évoluer le droit** civil, commercial, pénal : je m'en félicite car un cadre adapté est l'assurance de la confiance de nos concitoyens dans la règle de droit. C'est aussi un moteur pour soutenir et développer l'activité économique. La création de l'EIRL en témoigne, qui favorise la création d'entreprise et l'initiative individuelle. D'autres avancées s'annoncent, la réforme du droit des contrats, tout comme la loi de modernisation des professions juridiques et judiciaires, sont très attendues dans des domaines qui n'avaient pas connu de réforme d'envergure depuis plusieurs années.

Dès mon arrivée, j'ai veillé à ce que les lois en discussion aboutissent avec succès et à ce que soient maintenues leur cohérence et leur qualité dans le débat parlementaire : la réforme de la représentation devant les cours d'appel, la loi relative à l'exécution des décisions ont ainsi été votées. Et je veux saluer la valeur de votre expertise pour éclairer les choix.

Beaucoup de réformes sont désormais acquises, mais nous ne devons pas relâcher nos efforts, alors que nous entrons dans la phase de mise en œuvre de nouveaux cadres législatifs et que s'ouvrent aussi de nouveaux chantiers emblématiques, mais j'y reviendrai.

II. Nous avons une responsabilité pour rapprocher la justice du citoyen. Nous avons aussi un **devoir de protection** à l'égard de la société et en particulier envers les victimes.

1. Beaucoup a été fait ces dernières années, et en 2010 notamment, pour améliorer l'efficacité de la **réponse pénale**, en matière de **lutte contre la récidive**, de **lutte contre les violences faites aux femmes**. Mais beaucoup reste encore à faire : la

délinquance des mineurs, l'exécution des peines rapide et effective sont des priorités qu'il nous faut prendre à bras le corps.

Malgré les efforts accomplis par les professionnels de l'éducation spécialisée, notre pays reste confronté à la persistance de la **délinquance des mineurs**. Des adolescents souvent très jeunes, commettent des actes graves dirigés de plus en plus fréquemment contre les personnes. Les magistrats, les cadres de la PJJ sont mobilisés. Je veux que nous trouvions ensemble des solutions innovantes et efficaces pour une meilleure prise en charge éducative de ces jeunes. Nous avons ici un devoir de réussite, nous ne pouvons laisser une partie de notre jeunesse à la dérive, nos concitoyens ne le comprendraient pas. Il faut leur accorder une chance de se réinsérer, de démontrer que la délinquance n'est pas une fatalité, qu'ils peuvent rebondir et reprendre une place dans la société.

L'exécution effective des peines, et dans des délais raisonnables, sera par ailleurs au premier plan de mon action pour 2011. L'inexécution n'est pas acceptable, elle fait perdre son sens à la décision de justice et suscite l'incompréhension. Je vous demande la plus grande vigilance sur le suivi de l'exécution et j'attends que nous apportions toute l'aide nécessaire aux acteurs locaux, aux juridictions, pour la concrétisation de cette priorité sur le terrain.

Nous avons su innover en définissant de nouveaux outils et de nouvelles modalités **d'aménagement de peine** : des procédures simplifiées devront être développées pour faciliter ces aménagements ; l'exécution des fins de peine sous surveillance électronique doit être encouragée.

2. Les victimes ont toute notre attention. Fragilisées, parfois atteinte dans leur intégrité physique, leur dignité, souvent ignorantes des procédures, elles peuvent se sentir perdues dans l'univers complexe de la justice ; nous leur devons assistance et écoute. Pour y parvenir, il faut encore accentuer la réactivité du service public de la justice et des partenaires associatifs. La réponse doit être rapide, elle doit aussi être durable. Nous avons fait une partie du chemin avec succès. J'ai ainsi inauguré la semaine dernière à Amiens le 27^{ème} bureau d'aide aux victimes. Conformément au plan gouvernemental, 23 nouveaux bureaux doivent être encore ouverts d'ici 2012. Nos efforts doivent se poursuivre toujours avec la même détermination et je veux que nous allions au-devant des victimes en leur proposant notre aide avant même

qu'elles ne la sollicitent. Je veux dire ici tout mon intérêt pour le concept de justice réparatrice et restauratrice, j'ai demandé à mon cabinet de constituer un groupe de travail pour mener cette réflexion.

III. Le ministère de la justice est aussi, j'y insiste, le ministère des **libertés** : nous sommes investis d'une très noble mission ; nombreuses sont les avancées déjà accomplies, d'autres sont encore à venir.

Depuis plusieurs années, nous avons œuvré pour des **conditions de détention** plus dignes, car s'ils sont privés de libertés, les détenus ne doivent pas être atteints dans leur dignité. C'est une des conditions de leur réinsertion et la garantie d'une meilleure prévention de la récidive et de la délinquance. En 2010, première année d'application de la loi pénitentiaire, ont été posées les fondations d'une administration pénitentiaire renouvelée. Le parc pénitentiaire se modernise : 5 nouveaux établissements ont été ouverts ; la première UHSA permet une prise en charge adaptée des détenus souffrant de troubles psychiatriques. Ces avancées seront poursuivies en 2011 : avec le bouclage définitif du nouveau programme immobilier qui augmentera encore notre capacité d'accueil à l'horizon 2018 et des objectifs ambitieux en matière de développement du placement sous surveillance électronique - nous devrions passer de 5 000 à 12 000 détenus placés sous PSE.

La mise en application de la **question prioritaire de constitutionnalité** et les premiers résultats du contrôle du Conseil constitutionnel amorcent un profond changement en faveur de la garantie des droits. Mais les exigences sont fortes ; nous devons à nos concitoyens d'être réactifs pour opérer les évolutions législatives qui s'imposent. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait avec la réforme de la garde à vue qui est à l'examen du parlement et celle à venir sur l'hospitalisation d'office.

Notre programme législatif, très fourni - projet de loi sur la garde à vue, défenseur des droits - apporte de nouvelles garanties à nos concitoyens. D'autres viendront, les réflexions se poursuivent en effet sur la réforme de la procédure pénale, nos projets dans ce domaine doivent aboutir dans la sérénité, car nous devons à nos concitoyens de définir les meilleures solutions : les droits de la défense doivent être mieux protégés, c'est essentiel, mais il faut assurer l'efficacité de l'enquête pénale et mettre les délinquants devant leurs responsabilités. Nous devons penser ces

questions de façon transversale et approfondie pour définir le cadre juridique, procédural et les structures les plus efficaces. C'est dans ces perspectives que nous examinerons l'introduction de jurés populaires en correctionnelle.

IV. Je mesure les efforts accomplis et l'engagement que je vous demande. Je mettrai en œuvre tous les **moyens** nécessaires à l'accomplissement de vos missions. Car, évidemment, les meilleures compétences et la meilleure volonté ne peuvent rien si elles ne sont pas accompagnées des ressources suffisantes.

Je sais tout votre travail sur le **terrain**, l'œuvre de justice s'opère par cette proximité locale et l'implication des services déconcentrés et des juridictions. Elle est une condition du succès de notre action en faveur de la qualité de la justice, nous devons (DSJ, DAP, DPJJ notamment) apporter tout notre **soutien financier et humain** pour accompagner les personnels sur le terrain et leur permettre de travailler dans les meilleures conditions. Nous devons savoir faire évoluer les cadres d'action : les statuts de certains personnels (personnels d'insertion et de probation) ont à cet égard été renouvelés avec succès. Pour atteindre aux meilleurs résultats, nous devons veiller aussi à **une utilisation et une répartition optimales des crédits**.

J'attache une grande importance à la **situation de tous les personnels** du ministère de la Justice. Leurs compétences doivent être reconnues et valorisées et je veux que la plus grande attention soit portée à la qualité de leurs conditions de travail.

Je veux insister sur l'importance de la **reconnaissance professionnelle** : on ne peut se contenter de demander beaucoup, sans reconnaître et faire valoir les qualités et la valeur professionnelle. Le ministère a profondément renouvelé, ces dernières années, le cadre de gestion des ressources humaines. Les efforts dans ce domaine peuvent être encore renforcés, c'est la raison pour laquelle j'ai voulu instaurer un dialogue constructif avec l'ensemble des représentants syndicaux des professions.

Nous devons aussi **valoriser les parcours** professionnels. Les fonctionnaires bénéficient depuis 2009 d'un droit à la mobilité ; ils doivent pouvoir l'exercer avec l'appui et le soutien du ministère, pour profiter des opportunités de mobilité fonctionnelle ou géographique. Je remarque que les agents, plus particulièrement de catégorie B et C, manquent encore d'informations sur les opportunités et les évolutions de carrière.

Dans ces périodes de profonde rénovation de notre justice, l'attention portée aux personnels est bien sûr cruciale au succès des réformes. Cette attention se concrétise par la **formation** grâce à laquelle les personnels s'approprient les nouvelles règles et prennent en main les nouveaux outils, notamment informatiques. Nous pouvons nous appuyer dans ce domaine sur des structures et des compétences solides, notamment des quatre écoles du ministère. D'une manière générale je veux souligner la qualité de nos écoles : pour la deuxième année consécutive, les résultats des classes préparatoires intégrées sont exceptionnellement bons. L'attention portée aux personnels passe aussi par la qualité et la personnalisation de **l'accompagnement social** aussi.

Chacun dans votre rôle, vous contribuez à l'œuvre de justice ; c'est un honneur et une grande responsabilité. 2010 a été une grande année pour la rénovation de la justice, et je n'en ai évoqué que les très grands axes, nous tiendrons ce cap en 2011. Les projets sont nombreux et sont autant de pas pour une justice de qualité. Nous poursuivrons ensemble avec courage et conviction, avec pour exigence le bien commun et pour horizon le bénéfice de tous les Français.

Je vous souhaite à tous une bonne et heureuse année.